

SUISSE

Perspectives positives pour l'Eurasie

BLUEORCHARD. La société de gestion de fonds de microfinance genevoise anticipe un fort développement en Europe et en Asie centrale.

MARJORIE THÉRY

«Notre rôle est de faire passer les entreprises du stade micro à celui de petite ou moyenne entreprise». Normunds Mizis, Regional Manager pour la région Eurasia était présent hier lors d'une présentation de BlueOrchard. Depuis le bureau de Tbilisi, BlueOrchard investit dans 17 pays (essentiellement en Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan ou Tadjikistan). Depuis 2001 l'entreprise a investi plus de 400 millions de dollars en Asie centrale et dans le Caucase. Ces investissements ont généré plus d'un million de dollars de revenus depuis le début de l'année. Normunds Mizis a précisé également que 100% des prêts accordés aux institutions de microfinance étaient remboursés dans les délais et qu'ils n'ont connu aucun

cas de défaut dans cette région. Lors de cette conférence, BlueOrchard a dit s'attendre à ce qu'un investisseur institutionnel sur deux en Suisse soit investi dans la microfinance d'ici 2020. C'est une des principales conclusions d'une étude conjointe entre la société de gestion de fonds de microfinance genevoise et l'université de Zurich, qui dispose d'un centre de recherche sur la microfinance depuis 2009.

L'étude a été menée auprès d'une cinquantaine de grands investisseurs institutionnels en Suisse, dont les deux tiers ont une masse sous gestion comprise entre 1 et 10 milliards de francs. La moitié des répondants sont des institutions de prévoyance (publiques et privées). L'étude a déjà montré que 20% des investisseurs qui ont répondu étaient déjà investis dans la micro-



MARIA TERESA ZAPPIA. L'étude avec l'Uni de Zurich démontre un intérêt croissant des investisseurs.

finance. La Suisse est de plus en plus appréciée comme un «hub» de la gestion de fonds privés dans la microfinance, dont elle détient un tiers du marché mondial. Les deux principales motivations d'investissement dans ce segment sont la durabilité et la responsabilité sociale ainsi que la performance financière. Pour l'heure, les principaux freins au développement de

l'investissement tiennent à deux domaines: d'une part au niveau de certaines barrières techniques et de la politique de placement (notamment les règles LPP pour les fondations de prévoyance ou la taille des fonds). D'autre part la méconnaissance ou la mauvaise appréciation de cette classe d'actif. «Avec presque 15 ans d'ancienneté dans la microfinance, nous n'avons plus besoin de faire la preuve de notre track record. On voit que les performances sont stables et très peu corrélées» commente Maria Teresa Zappia, Chief Investment Officer chez BlueOrchard. Dans l'étude pourtant, la microfinance est encore jugée majoritairement comme risquée et peu liquide. «Ce ne sont pas les résultats financiers le problème principal, ils sont plutôt rassurants pour les investisseurs. Car qu'il faut

c'est une meilleure communication pour que les investisseurs comprennent mieux la microfinance». D'après un tableau de comparaison historique de 2003 à 2013, l'indice Microfinance Index SMX enregistre un rendement annualisé de 3.9% pour une volatilité entre 0.55% et 0.61% (que ce soit sur une période de 3, 5 ou 10 ans). La performance totale est proche de celle de l'indice action monde MSCI World (proche de 50% sur la période). ■

«100% DES PRÊTS ACCORDÉS DANS LA RÉGION SONT REMBOURSÉS DANS LES DÉLAIS. AUCUN DÉFAUT DEPUIS 2001»

Le fort succès de l'e-salon financier

La deuxième édition de Virtual FinFair a pris fin hier soir. Le salon financier online, organisé par E-MERGING et Lombard Odier, est novateur en Suisse. L'événement a dépassé largement les attentes des responsables. Le salon a accueilli 60 exposants et sponsors durant deux jours, dont Pictet, Vontobel et PBS Investments. Ce sont près de 2700 visiteurs uniques qui ont fréquenté les stands avec environ 6000 «clics» sur leurs contenus. Les interactions ont été privilégiées avec 12.000 cartes de visite échangées et un peu moins de 8800 conversations recensées. Les organisateurs ont pour projet un salon permanent, ou au moins un événement semestriel ou trimestriel. Le partenariat renouvelé avec Hyperfair, société californienne organisatrice de ce type de salons, n'est certainement pas sans liens avec ces bons chiffres. ■

BC: augmentation du capital de la Centrale de lettres de gage

Lors d'une assemblée générale extraordinaire, les 24 banques cantonales ont décidé de procéder à une augmentation du capital-actions de la Centrale de lettres de gage pour un montant nominal de 200 millions de francs, le portant à 1,025 milliard de francs. Le volume d'encours en lettres de gage de la Centrale a fortement augmenté depuis 2011, a expliqué celle-ci hier. Les fonds propres requis par la loi limitent le volume de lettres de gage. L'augmentation du capital-actions lui permet, en tant qu'institution commune, de poursuivre sa croissance au cours des besoins de refinancement des 24 Banques cantonales. Actuellement, le volume de lettres de gage en circulation s'élève à 37,2 milliards de francs, indique la Centrale de lettres de gage. Au cours des neuf premiers mois de l'exercice en cours seulement, elle a émis de nouveaux emprunts pour un montant avoisinant 6 milliards de francs. Après remboursements, l'encours a augmenté, passant de 2,7 milliards de francs à 3,3 milliards.

TRAJECTOIRES

MAZARS: renforcement du secteur actuariel

Avec la nomination de Thomas Holzberger au poste de responsable des services actuariels en Suisse, Mazars, société internationale spécialisée dans l'audit, le conseil et les services comptables, fiscaux et juridiques, élargit ses compétences et son expertise dans le domaine de l'assurance. Thomas Holzberger possède plus de 20 ans d'expérience professionnelle. Durant ces 17 dernières années, il a occupé diverses fonctions dirigeantes auprès de Zurich Assurances avant d'y être nommé Audit Director. Thomas Holzberger entrera en fonction le 1^{er} octobre 2014. Un second actuaire rejoindra l'équipe d'ici la fin de l'année.

Une quinzaine de noms transmis aux Etats-Unis

La Banque cantonale du Valais va collaborer avec les autorités dans le cadre du programme US.

TIAGO PIRES

Avec vue sur le vignoble, sous un ciel ensoleillé, la direction de la Banque cantonale du Valais (BCV) a organisé, hier à Sion, un déjeuner offrant la possibilité d'évoquer plus longuement la marche des affaires de la banque, d'évoquer l'avenir et d'analyser l'économie valaisanne.

Le sujet de la participation de l'établissement bancaire au programme américain a longuement été abordé. Ainsi, la direction a confirmé l'information selon laquelle une «petite quinzaine» de noms de collaborateurs de la banque devront être livrés aux autorités américaines. Pour l'heure, la direction a souligné la continuation du processus en catégorie 2. Elle n'opte pas pour la même stratégie que la Banque cantonale de Fribourg (BCF) ayant quitté la deuxième catégorie pour passer dans la quatrième. Les représentants de la BCV espèrent que le processus se réglera d'ici à la fin de l'année en cours. Ainsi, l'entité pourra, dès lors, s'adapter au futur en régularisant le passé.

L'autre thème abordé lors du déjeuner s'est porté sur l'état de l'économie valaisanne. Le secteur de la construction connaît un fléchissement partiellement affecté par la Lex Weber. Les conséquences directes seront une perte d'environ 4000 places de travail dans ce segment. Les entreprises actives dans les régions montagneuses sont les premières victimes de cette inflexion. S'opère alors un regroupement des sociétés de la construction en plaine et entraî-

nant un important mouvement des entrepreneurs de la région. Outre ce secteur, l'hôtellerie enregistre également une baisse des nuitées. A contrario, l'hébergement présente des chiffres réjouissants selon la Banque cantonale du Valais. Malgré le ralentissement, l'entité s'est voulue toutefois rassurante en précisant que le canton affichait toujours une croissance.

En clôture d'événement, les représentants ont donné plus de précisions sur la marche des affaires de la banque. Les résultats sont considérés comme plus que satisfaisants avec un résultat opérationnel (intermédiaire) et un bénéfice net en augmentation. En raison notamment de la situation persistante des taux d'intérêt bas et de l'évolution du cadre réglementaire, la BCV a toutefois enregistré une contraction des revenus liés aux activités de crédit et de gestion de fortune. La direction précise que, dans un contexte d'affaires du secteur bancaire en pleine évolution, ces résultats semestriels lui permettent de poursuivre le renforcement de ses fonds propres par une dotation de 25 millions de francs aux réserves pour risques bancaires généraux. Avec une direction opérationnelle au complet, la structure veut obtenir des résultats annuels probants. Le facteur inquiétant selon la direction est la faible visibilité économique sur les marchés et notamment dans le canton. ■

LES REPRÉSENTANTS DE L'ÉTABLISSEMENT ESPÈRENT QUE LE PROCESSUS SE RÉGLERA D'ICI LA FIN DE L'ANNÉE 2014.

Robert Louis MEYNET
Administrateur Judiciaire



APPEL D'OFFRES DE REPRISE

CLINIQUE DU MONT-BLANC (CLUSES – France)

Effectif: 30 salariés

CA au 31.3.2014: 1 200 000 €

Une situation privilégiée dans les massifs montagneux



A proximité des stations de ski, avec des partenaires de choix, un plateau technique développé comprenant 3 pôles d'intervention :

- Pôle médico-chirurgical de spécialités
- Pôle de médecine d'urgences
- Pôle d'imagerie

Les offres de reprise doivent être déposées auprès de l'Administrateur Judiciaire au plus tard le

MARDI 30 SEPTEMBRE 2014 A 18 H

Robert Louis Meynet
39, Avenue du parmelan
74000 Annecy
FRANCE
www.etude-meynet.com

Contact: David-Emmanuel MEYNET
Tél.: (+33) 45 045 88 08
Fax: (+33) 45 051 85 04
david.meynet.rm@orange.fr